



**Caucase du Sud • Les  
puissances occidentales  
doivent reprendre l'initiative**

Jean-Sylvestre  
Mongrenier

Note d'actualité 84  
Novembre 2022





**Les armées ukrainiennes ont repris Kherson et s'approchent de la Crimée, rattachée *manu militari* à la Russie en 2014, envers et contre le droit international. Tout n'est pas joué mais cette nouvelle défaite, après celles de Kiev et de Kharkiv, et l'incapacité russe à conquérir la totalité du Donbass, réduisent le pouvoir et l'influence du Kremlin dans ce que l'on considère à Moscou comme l'« étranger proche ». C'est le cas au Caucase du Sud, la prétention russe à stabiliser la situation, après la guerre des Quarante-quatre Jours (automne 2020), se heurtant à la brutalité des faits. Les incursions répétées de l'armée azerbaïdjanaise en Arménie, au-delà du Haut-Karabakh, et les vains appels du gouvernement arménien à la Russie, fragilisent plus encore l'OTSC. Alors qu'Emmanuel Macron rencontrera le premier ministre arménien Nicolas Pachiinian, le 19 novembre, il importe que les puissances occidentales agissent de concert et reprennent l'initiative dans le Caucase du Sud.**

Il est entendu que seule une lourde défaite de Vladimir Poutine en Ukraine et le choc politique consécutif pourraient altérer le « système russe » et, pendant un certain temps du moins, déterminer une autre orientation géopolitique. C'est ce qu'enseigne l'histoire de la Russie et de ses cycles de puissance. Aussi la reprise ukrainienne de Kherson est-elle évidemment une bonne chose. Il serait cependant erroné de s'installer dans le temps de la finalité accomplie : cette guerre n'est pas achevée et la menace russe multiforme qui pèse sur l'Europe constitue un élément durable du paysage géopolitique.

Aussi une grande stratégie occidentale devra-t-elle comprendre un volet diplomatique visant à modifier le rapport global des forces avec la Russie-Eurasie. A l'échelle continentale, l'idée directrice sera d'exploiter l'affaiblissement de cette dernière, pour remettre en cause sa domination vacillante sur l'Eurasie post-soviétique. Notamment dans le Caucase du Sud, cette région aux confins orientaux de l'Europe où le Kremlin joue les courtiers malhonnêtes entre Arméniens et Azerbaïdjanais.

Au cœur du conflit entre les deux républiques caucasiennes d'Arménie et d'Azerbaïdjan se trouve le Haut-Karabakh (le « jardin noir » en turc), *Artsakh* en langue arménienne, une région de moyenne montagne du Caucase du Sud (4400 km<sup>2</sup> ; 145 000 habitants). Peuplée à 78% d'Arméniens, cette région autonome d'Azerbaïdjan passa sous le contrôle politique et militaire de l'Arménie lorsque l'URSS se disloqua, à l'issue d'un conflit armé et d'opérations de nettoyage ethnique (1988-1994). Historiquement ballotté entre les empires, le khanat du Karabakh fut ôté par la Russie tsariste à l'Empire perse des Séfévides à la suite du traité de Goulistan (1813). La plaine du Haut-Karabakh était déjà peuplée d'Arméniens chrétiens et d'Azéris musulmans, mais le nombre des premiers s'accrut avec la mise en valeur de l'espace. En 1918, la région fut déjà l'objet d'un conflit armé entre les deux populations, ce conflit menant entre autres facteurs à l'éclatement de la Transcaucasie indépendante en trois États : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.



## Le Haut-Karabakh, terre convoitée et disputée

Après que les Bolcheviks prirent le contrôle de l'ensemble du Caucase, le Haut-Karabakh – bien que majoritairement peuplé d'Arméniens – fut attribué à la république d'Azerbaïdjan, en 1921, ainsi que le Nakhitchevan, une enclave peuplée d'Azéris, située entre l'Arménie et l'Iran (**Focus 1**). Un choix en droit ligne de la politique des nationalités de Staline (**1**). Du moins le Haut-Karabakh bénéficiait-il d'un statut de région autonome au sein de la république fédérative d'Azerbaïdjan. Pendant la période soviétique, les modalités et le degré d'autonomie de cette région furent l'objet de conflits récurrents entre Arméniens et Azerbaïdjanais. Sous Mikhaïl Gorbatchev enfin, la *Perestroïka* encouragea l'expression des revendications nationalistes, le soviet du Haut-Karabakh demandant son rattachement à l'Arménie. Les tensions s'aggravèrent, avec des pogroms et des expulsions de populations de part et d'autre, et la région fut alors placée par Gorbatchev sous statut spécial, ce qui correspondait à une reprise en main du pouvoir soviétique. Le déploiement de forces de sécurité ne put cependant empêcher le conflit de dégénérer.

C'est en 1991, avec le retrait des troupes soviétiques, que le conflit se transforme en une véritable guerre entre deux États nouvellement indépendants. Bénéficiant de divers soutiens, en Russie et dans la diaspora, les forces arméniennes s'emparent de la région et du corridor de Latchine – il assure la jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabakh (**2**) – et de tous les districts azerbaïdjanais entre le Haut-

### Focus 1 • L'enclave du Nakhitchevan

Enclave séparée du reste de l'Azerbaïdjan par le territoire arménien, le Nakhitchevan est une république autonome d'une superficie de 5 500 km<sup>2</sup>, peuplée de 400 000 habitants, très majoritairement azéris (il existe encore des minorités russe et kurde). Elle a des frontières avec l'Arménie, la Turquie et l'Iran. Longtemps disputée entre Arméniens, Turcs (Seldjoukides puis Ottomans) et Perses (Séfévides), le Nakhitchevan est conquis en 1828 par l'Empire russe. Après l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), qui met fin à la guerre entre les Ottomans et les Alliés, ce territoire est intégré dans une république indépendante d'Arménie. Bientôt les Bolchéviks font la conquête du Caucase, Staline décidant ensuite de rattacher le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, avec un statut de région autonome (1921). Dès les premières années de la période soviétique, le territoire se vide de sa population arménienne qui, lorsqu'elle n'y est pas contrainte, préfère rejoindre la république soviétique d'Arménie. Après la dislocation de l'URSS, le Nakhitchevan se rattache à l'Azerbaïdjan, désormais érigé en État indépendant, sans pour autant disposer de connexion directe autre qu'aérienne. Signé le 9 novembre 2020, l'accord de cessez-le-feu qui met fin à une nouvelle guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (27 septembre-9 novembre 2020) prévoit l'ouverture d'un corridor de circulation à travers le Haut-Karabakh, placé sous le contrôle d'une force de paix russe ; il relierait le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan. Frontalière du Nakhitchevan, la Turquie disposerait par là-même d'une voie d'accès directe à la mer Caspienne et, au-delà, à l'Asie centrale.

(1) Qualifié par Lénine de « merveilleux caucasien », Staline est l'auteur du *Marxisme et la question nationale* (Vienne, 1913), écrit et publié à l'époque où il était auprès du chef du parti bolchévik, à Cracovie (Cracovie et la province de Galicie étaient alors autrichiennes). Au sein du parti, il était donc considéré comme le spécialiste de la question nationale.

(2) Col du Caucase, le corridor de Latchine est une voie de passage qui assure la jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabakh (Azerbaïdjan). Sous le contrôle des forces militaires arméniennes depuis 1992, ce couloir stratégique est essentiel à la viabilité et à l'indépendance du Haut-Karabakh, soutenu par Erevan et ravitaillé depuis l'Arménie. Au cours de la guerre arméno-azerbaïdjanaise de l'automne 2020, les forces militaires de Bakou visent notamment à reprendre ce territoire. De fait, l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 entérine la défaite de l'Arménie qui, entre autres territoires, perd le contrôle du corridor de Latchine, désormais placé sous celui des « forces de paix » russes.



Karabakh d'une part, l'Arménie et l'Iran d'autre part (environ 7000 km<sup>2</sup>). Au total, Bakou perd le contrôle de 20% du territoire azerbaïdjanais. Le Haut-Karabakh est érigé en république indépendante (« Artsakh »). Celle-ci n'est pas officiellement reconnue par Erevan, mais son territoire est intégré dans nombre de représentations cartographiques officielles du territoire arménien. Signé sous l'égide de l'OSCE (Organisation de sécurité et de coopération en Europe), le cessez-le-feu du 16 mai 1994 gèle ce conflit. Coprésidé par la France, les États-Unis et la Russie, le Groupe de Minsk est alors chargé de trouver une solution diplomatique (1). La communauté internationale oscille en fait entre deux principes contradictoires : le droit à l'autodétermination, invoqué par les Arméniens ; l'intangibilité des frontières et l'intégrité territoriale, mis en avant par les Azerbaïdjanais. Cette situation prévaudra jusqu'à l'automne 2020, la guerre des Quarante-quatre jours modifiant en profondeur la situation stratégique et géopolitique.

Victorieuse sur le terrain, l'Arménie est l'objet d'un blocus économique de la part de la Turquie, alliée à l'Azerbaïdjan (Annexe A). Les ouvertures diplomatiques entamées à l'automne 2008 – le projet turc de « pacte de sécurité caucasien » et les « protocoles » turco-arméniens – n'aboutissent pas (2). Alliée à Moscou via des accords bilatéraux et l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), membre de l'Union eurasiatique depuis 2015, l'Arménie n'a pas de frontières communes avec la Russie qui, en raison du refus de Bakou et de Tbilissi de laisser passer des convois militaires, peine à assurer le maintien en condition opérationnelle des 4 000 soldats russes déployés sur le territoire arménien (base de Gyumri).

A partir des années 1990, le pouvoir azerbaïdjanais utilise la rente pétrolière pour alimenter la croissance du budget militaire et la situation géopolitique régionale demeure très instable (les matériels achetés sont israéliens, turcs et russes) (3). En témoigne la guerre des Quatre Jours (2-5 avril 2016). Avec le recul, il appert qu'elle fut l'un des signes annonciateurs d'une nouvelle guerre particulièrement violente entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, déclenchée le 27 septembre 2020. Avec le soutien militaire de la Turquie (livraison de drones, présence militaire directe et envoi de mercenaires syriens), l'armée azerbaïdjanaise reconquiert alors les districts autour du Haut-Karabakh, soit environ 7 000 km<sup>2</sup>, coupe le corridor de Latchine et s'empare de la ville de Chouchi, une ville martyre un siècle plus tôt, peu après le génocide arménien (à la suite d'incidents, les troupes azerbaïdjanaises massacrent des milliers de civils arméniens en mars 1920). Les exactions de soldats azerbaïdjanais sèment la terreur dans la population arménienne (4).

De l'avis de nombreux experts militaires, l'opération conduite par Bakou bénéficie de la bienveillance du Kremlin, Vladimir Poutine entendant administrer une leçon au premier ministre arménien, Nicolas Pachiinian, soucieux de lutter contre la corruption, de démanteler les réseaux d'agents russes et de tourner son pays vers l'Occident. En revanche, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliiev, a développé d'importants liens énergétiques et financiers avec des cercles de pouvoir qui gravitent autour du

---

(1) Le Groupe de Minsk est établi en 1992 pour superviser les efforts de l'OSCE dans la recherche d'une solution diplomatique au conflit arméno-azerbaïdjanais. Coprésidé par la France, les États-Unis et la Russie, il est investi dans la négociation d'un cessez-le-feu, en 1994, et pilote le processus diplomatique censé mener à un accord de paix.

(2) Les velléités diplomatiques turques provoquent alors une brève crise avec l'Azerbaïdjan, qui craint qu'Ankara publie les griefs territoriaux de son allié. De surcroît, le sécularisme d'Ilham Aliiev peine alors à trouver un langage commun avec l'islam politique de Recep Tayyip Erdogan.

(3) Il faut ici rappeler l'étroitesse des rapports politiques, diplomatiques et militaires entre l'Azerbaïdjan et Israël, l'État hébreu bénéficiant ainsi d'un « regard » sur l'Iran. De surcroît, le pouvoir irano-chiite se méfie du nationalisme pan-azéri - les Azéris sont plus nombreux en Iran qu'en Azerbaïdjan et ils représentent environ le quart de la population iranienne -, et conduit une diplomatie plutôt favorable à l'Arménie. Lors de la guerre des Quarante-quatre Jours, il lui pourtant fallu composer avec le sentiment pro-azerbaïdjanais de la population, par solidarité ethnique pour les uns et par solidarité islamique pour les autres.

(4) Si la justice internationale n'a pu encore se prononcer sur les crimes de guerre imputés à l'armée azerbaïdjanaise, *Human Rights Watch* a authentifié un certain nombre de cas. Par ailleurs, de nombreuses images de sévices et d'assassinats de sang-froid circulent sur les réseaux dits « sociaux ». Voir Faustine Vincent, « L'Azerbaïdjan rattrapé par les crimes de ses soldats », *Le Monde*, 18 octobre 2022.



Kremlin, liens qui se révèlent précieux pour obtenir la « neutralité » de la Russie (voir les déclarations en sa faveur du patron de Wagner, Evgueni Prigozhine). Vu de Moscou, il est cependant essentiel que le conflit ne s'étende pas au territoire arménien proprement dit, une telle extension pouvant théoriquement conduire à une intervention militaire. L'Arménie, rappelons-le, est membre de l'OTSC. Dans un tel cas de figure, elle serait donc en droit d'invoquer la clause de défense mutuelle de cette alliance. Soulignons cependant que ce ne sera pas le cas lors des incursions azerbaïdjanaises de 2021 et 2022. Les frontières extérieures de l'Arménie seront alors violées, sans réaction aucune de l'allié russe, accaparé par sa guerre d'agression en Ukraine (et les poutinophiles de mettre en cause l'Occident!).

## L'Occident et l'affaiblissement russe au Caucase

Au cours de cette guerre de quarante-quatre jours, une première tentative d'imposer la paix cherche à rappeler la prééminence diplomatique russe dans région mais elle échoue. Le 9 septembre 2020, les représentants d'Erevan et de Bakou signent à Moscou un accord de cessez-le-feu qui sanctionne la défaite militaire arménienne. De suite, une « force de paix » russe de 2 000 hommes est déployée dans le Haut-Karabakh, et ce pour une période de cinq ans au moins. Si la Turquie n'a pas été conviée à y participer, elle s'est néanmoins imposée comme acteur régional de premier plan (**Annexe B**). En janvier 2021, la Russie et la Turquie ont mis en place dans le district d'Agdam un Centre conjoint de respect du cessez-le-feu (**1**). Ankara et Moscou négocieraient-ils une sorte de condominium caucasien, réplique de ce que les deux capitales ont mis en place en Syrie d'abord (voir le processus d'Astana) puis en Libye, dans le cadre de leur « conflit-coopération » (une sorte d'Entente brutale)? De surcroît, la possible ouverture d'un couloir de circulation entre l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan, à travers le territoire arménien, permettrait à la Turquie d'accéder directement à la Caspienne et à l'Asie centrale, ce qui renforcerait sa diplomatie dans la région – en particulier l'Organisation des États turques (**Focus 2**). Quant aux États-Unis et à la France, coprésidents du groupe de Minsk, ils sont provisoirement évincés du règlement provisoire de cette guerre qui devient non pas un « conflit gelé » (le *leitmotiv* des docteurs Tout-va-bien), mais une guerre suspendue. Une telle situation, on ne le sait que trop, n'est jamais qu'une guerre reportée.

De fait, le cessez-le-feu a été rompu plusieurs fois, sur de courtes périodes, en novembre 2021 et en septembre 2022. Cette dernière incursion azerbaïdjanaise en territoire arménien a fait environ 300 morts (210 soldats arméniens et 80 soldats azerbaïdjanais) et elle a généré des flux de réfugiés arméniens (environ 6 000). Précisons que nous ne reprenons pas ici la distinction tout administrative entre « réfugiés » et « déplacés ». Nous parlons de gens qui fuient la guerre, ses horreurs, et cherchent refuge ; peu importe qu'ils aient ou non franchi une frontière internationale. Toujours est-il que ces faits illustrent les difficultés rencontrées par Moscou pour faire régner la paix dans la région et régler de manière durable ce conflit. Surtout, les appels d'Erevan à l'OTSC sont restés lettre morte, malgré le viol des frontières arméniennes, ce qui pose question quant à la validité de cette prétendue « OTAN eurasiatique », centrée sur la Russie, supposée donner une forme géostratégique à l'« étranger proche » que Moscou revendique

---

(1) Agdam est le nom d'une ville azerbaïdjanaise située à 26 kilomètres de Stepanakert, principale ville et capitale du Haut-Karabakh. A l'issue de la guerre du Haut-Karabakh (1988-1994), Agdam devient une ville fantôme, largement vidée de ses habitants. Agdam et l'ensemble du district sont repris par l'armée azerbaïdjanaise au cours de la guerre des Quarante-quatre Jours (automne 2020).



## Focus 2. L'Organisation des États turciques

Lors d'un sommet réuni à Istanbul, en novembre 2021, le Conseil turcique, fondé douze ans plus tôt (2009), a été transformé en une Organisation des États turciques. Outre la Turquie, l'Organisation des États turciques comprend trois autres membres fondateurs (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan), rejoints par l'Ouzbékistan en 2021. Il faut y ajouter deux États observateurs : la Hongrie (2018) et le Turkménistan (2021). À terme, l'Ukraine pourrait obtenir un statut de « partenaire » de l'Organisation des États turciques. Pour justifier cette demande, Kiev argue du fait que l'Ukraine compte une minorité turcophone, les Tatars de Crimée. L'Organisation des États turciques est une manifestation de l'intérêt et de la volonté d'Ankara de développer le pouvoir et l'influence de la Turquie au Caucase et en Asie centrale, en s'appuyant sur le panturquisme, voir le pantouranisme. Dans ce dernier cas, la référence est plus large et elle explique l'intérêt de la Hongrie pour l'Organisation des États Turciques (la langue magyare appartient à la famille ouralo-altaïque). À l'intérieur de cette organisation, le pays le plus proche est l'Azerbaïdjan.

Inquiété par le regain d'activité des diplomaties américaine et européenne dans le Caucase du Sud, Vladimir Poutine a notamment pointé la jactance du président français, critique de la position russe dans le conflit du Haut-Karabakh, qualifiant les propos d'Emmanuel Macron d'« incorrects » et d'« inacceptables » (Astana, 14 octobre 2022). Ce dernier avait publiquement dénoncé la collusion russo-azerbaïdjanaise dans la guerre des Quarante-quatre Jours (France 2, 12 octobre 2022). Une évidence que les amis du Kremlin à Paris taisent, préférant mettre en cause la France. Depuis, le président russe a organisé un sommet avec le président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, et le premier ministre arménien, Nicolas Pachinian (Sotchi, 31 octobre 2022) ; une volonté affichée et mise en scène de reprendre la main. D'aucuns parlent alors du retour de la Russie sur la scène caucasienne. Peu leur importe qu'une partie des troupes russes déployées à l'automne 2022 soit depuis partie sur les champs de bataille ukrainiens (la « force de paix » russe serait tombée à 1000 hommes).

Dans la déclaration commune qui clôture le sommet de Sotchi, les protagonistes stipulent qu'ils n'auront plus « recours à la force » et qu'ils travailleront au règlement du conflit, avec pour socle et le principe d'« intégrité territoriale » et la « reconnaissance mutuelle de souveraineté ». Malheureusement, on sait ce que valent de telles promesses verbales ; les combats ont depuis repris le 7 novembre dernier, et ce ne sera pas le dernier épisode armé. Aussi et surtout, il manque à Vladimir Poutine la force, la puissance et la légitimité requises pour imposer au Caucase du Sud une « Pax Russica ». Il faudrait également s'interroger quant aux contrecoups d'une défaite militaire russe en Ukraine sur l'autre versant du Caucase, au Daghestan et en Tchétchénie, voire dans tout « l'étranger intérieur » russe (Caucase du Nord, Tatarstan, Bachkortostan et même quelques « sujets » sibériens) **(1)**. Non point pour provoquer mais parce qu'il faut anticiper de possibles développements intérieurs. La Russie, comme la Chine au demeurant, constitue un empire persistant. Or, dit-on, « tout empire périra » **(2)**.

**(1)** La Russie-Eurasie contemporaine est l'héritière d'un empire territorial qui, depuis la contre-offensive contre les Mongols, au XVI<sup>e</sup> siècle, s'est étendue à de nouveaux territoires et peuples dits « allogènes » (non-slaves). Sous cet angle, la Russie-Eurasie constitue bien un impérialisme persistant dont la destinée réserve de possibles surprises. Le grand slaviste Anatole Leroy-Beaulieu exprimait comme suit la particularité de cet empire paradoxal : « La Russie est une colonie et, à vrai dire, toute son histoire n'est que l'histoire de sa colonisation ».

**(2)** Voir Jean-Baptiste Duroselle, *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Publications de la Sorbonne, 1981.



Evincés lors de la guerre des Quarante-quatre Jours, avec l'effacement du Groupe de Minsk, les États-Unis et la France ne sont pas inactifs sur ce front diplomatique. Au mois de septembre 2022, la présidente de la Chambre des Représentants Nancy Pelosi se rendait à Erevan pour y marquer « l'engagement ferme des États-Unis envers une Arménie pacifique, prospère et démocratique, et une région du Caucase stable et sûre » (17 septembre 2022). La visite dura trois jours, à un moment particulièrement sensible pour les Arméniens. Peu après, le secrétaire d'État Anthony Blinken rencontrait Ararat Mirzoyan et Dzeyhoun Baïramov, ses homologues en Arménie et en Azerbaïdjan, en marge de la session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies (New-York, 19 septembre 2022). Ils se sont depuis réunis à Washington, le 7 novembre dernier, pour approfondir les discussions diplomatiques. On peut penser que la manifestation de puissance des États-Unis dans l'espace post-soviétique, avec un soutien efficace à l'Ukraine, renforce leur poids relatif et accroît leur marge de manœuvre dans la région.

Quant à la France, elle s'inscrit dans un cadre européen pour tenter de revenir, elle aussi, dans le jeu diplomatique. Réuni à Prague, le 6 octobre 2022, le sommet de la Coopération politique européenne fut l'occasion d'organiser, le lendemain, une rencontre quadripartite entre le président français, le président du Conseil européen, Charles Michel, et les dirigeants azerbaïdjanais et arménien. Un nouveau conciliabule sans effet? Nenni. Décision fut alors prise de dépêcher une mission civile de l'Union européenne à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, du côté arménien. Au-delà, l'objectif est de déployer une mission plus large dans le cadre de l'OSCE, ce qui serait une manière d'internationaliser la question et de remettre en cause la domination russe sur le Caucase du Sud. Une politique des petit pas en quelque sorte, non pas une politique de petit bras. Après un entretien téléphonique avec Ilham Aliiev, le 12 novembre, Emmanuel Macron rencontrera prochainement Nicolas Pachinian, lors d'un sommet de la francophonie (Djerba, 19 novembre 2022).

## Un avenir très incertain

Il serait certes incongru de penser que le règlement de ce conflit est à portée immédiate, pour peu que les uns et les autres fassent preuve d'un peu de bonne volonté : la guerre n'est pas la conséquence d'un dialogue manqué! *In abstracto*, la paix est certes aisée à concevoir. Sur le plan du droit, le Haut-Karabakh relève de la souveraineté de l'Azerbaïdjan, ce que plusieurs résolutions des Nations unies ont signifié en 1993. De fait, personne n'est prêt à reconnaître l'indépendance de ce territoire, moins encore son rattachement à l'Arménie. Au demeurant, le gouvernement arménien s'est bien gardé de le faire et Nicolas Pachinian serait prêt à une paix fondée sur le renoncement à ce territoire. Ajoutons que son parti est sorti majoritaire des élections législatives de juin 2021, réunissant 54% des suffrages (la participation électorale était faible). Si l'opinion publique arménienne voudrait conserver le Haut-Karabakh, les questions domestiques semblent prévaloir sur cette aspiration **(1)**.

En contrepartie, les droits et la sécurité des 100 000 Arméniens habitant toujours le Haut-Karabakh devraient être garantis. Bref, un statut à part et une liberté de déplacement entre l'Arménie et le Haut-Karabakh (voir la question du « corridor de Latchine »). Par ailleurs, un couloir de circulation entre l'enclave du Nakhitchevan et les districts occidentaux de l'Azerbaïdjan devrait être ouvert, assurant ainsi

---

**(1)** Rappelons qu'au lendemain immédiat du cessez-le-feu, le 9 novembre 2020, des opposants politiques arméniens avaient envahi le parlement. On ne donnait pas cher de peu de Nicolas Pachinian, promis à une forme de lynchage politique, ce qui était l'un des effets recherchés par Vladimir Poutine. Sur ce plan, le maître du Kremlin n'a pas atteint tous ses objectifs.



l'accès de la Turquie, grand allié de Bakou, à la Caspienne et à l'Asie centrale ; l'ouverture de ce couloir est mentionnée dans la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, qui ne contient pas le terme de « corridor » (1). Un tel système de réciprocité géopolitique permettrait une plus grande intégration régionale, articulée sur un couloir méridional sur le flanc sud de la Russie, à destination des profondeurs de l'Eurasie. Dans une telle perspective, la Turquie serait comparable à une « passerelle eurasienne » entre l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale.

Tout cela serait bel et bon, mais repose sur le postulat selon lequel la volonté de puissance, les passions tristes et les ressentiments pourraient se résorber dans la coopération, le multilatéralisme et le monde des affaires. Ces schémas géo-économiques, plus que géopolitiques, avaient précédemment inspiré les politiques occidentales des années 1990-2000, époque où l'on parlait déjà des « nouvelles routes de la soie », et ce bien avant que Xi Jinping ne s'empare du thème, de désenclavement de l'*hinterland* eurasiatique, du « Nabucco » (un grand gazoduc Caspienne-Europe), ou encore d'une Organisation de coopération économique de la mer Noire (elle existe mais végète). Certes, il est nécessaire d'élaborer une « grande Idée », une représentation de soi et du monde qui surplombe le projet politique et serve d'aimant à la grande stratégie qui porte ledit projet. Encore cette « Idée » ne doit-elle pas reposer sur une anthropologie mutilée et la négation de l'essence du politique, activité humaine originaire qui repose sur une donnée de base (l'hostilité), avec ses présupposés et sa finalité propre (2).

Dans le cas présent, il serait dangereux de sous-évaluer les intentions d'Ilham Aliev. Au regard du droit international, il est certes difficile de contester les revendications azerbaïdjanaises sur le Haut-Karabakh ou la réalité de l'épuration ethnique lors de la première guerre (1998-1994). Mais, si ce territoire repassait sous le contrôle de Bakou, qu'en serait-il des Arméniens qui le peuplent ? La négociation d'un statut spécial n'est pas la préoccupation première du président azerbaïdjanais qui entend récupérer le Haut-Karabakh et, outre la réinstallation de ceux qui avaient dû fuir leurs habitations, voudrait repeupler d'Azerbaïdjanais ce territoire. Sans statut spécial et protection effective des Arméniens du Haut-Karabakh, le retour sous le contrôle de Bakou risquerait de provoquer leur exil. Par ailleurs, le nationalisme azerbaïdjanais, mâtiné de panturquisme, est fermement appuyé par l'islamo-nationalisme de Recep Tayyip Erdogan. En effet, le règlement du conflit et l'avenir de la région dépendront aussi de l'attitude du président turc qui porte le regard bien au-delà du pré carré anatolien. Quant à la Russie, même diminuée, elle n'a pas renoncé à peser sur le devenir de la région. Ainsi faut-il interpréter la nomination de Ruben Vardanian (3), riche affairiste proche des cercles de pouvoir russes, à la tête du gouvernement du Haut-Karabakh. S'agirait-il d'utiliser ce territoire comme relais vers l'allié iranien ? Outre l'achat de drones et de missiles à Téhéran, Moscou relance d'idée d'un axe énergétique nord-sud qui lui permettrait d'exporter son pétrole et son gaz vers l'océan Indien, en passant par le Caucase et l'Iran (4).

---

(1) L'ouverture d'une voie de circulation entre l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan et les districts occidentaux de l'Azerbaïdjan est au cœur des négociations entre Bakou et Erevan. Si la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, publiée à l'issue de la guerre des Quarante-quatre Jours, ne reprend pas le terme de « corridor », elle envisage bien une telle voie qui permettrait par ailleurs à la Turquie de disposer d'un accès direct au bassin de la Caspienne et à l'Asie centrale. Aussi la déclaration turco-azerbaïdjanaise de Shusha (Choucha), signée le 15 juin 2021, utilise-t-elle le terme de « corridor ». En revanche, Erevan refuse tout parallélisme avec le corridor de Latchine qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh.

(2) Voir Julien Freund, *L'essence du politique*, Sirey, 1965. La finalité du politique est la concorde à l'intérieur de la *politie* et sa sécurité extérieure. L'activité politique implique la désignation de l'ennemi, qui vous désigne comme tel : « Est politique ce qui est polémique ».

(3) Né à Erevan, Ruben Vardanian a fait fortune dans la finance russe. Son fonds d'investissement, Troika Dialog, est compromis dans un système de sociétés *off-shore* qui, entre 2006 et 2013, aurait transféré 4,5 milliards de dollars à des proches de Vladimir Poutine. En 2012, Troika Dialog a été vendu à Sberbank, mastodonte bancaire russe désormais exclu du système Swift. Ruben Vardanian a renoncé à la nationalité russe pour s'installer à Stepanakert et, le 4 novembre 2022, prendre la direction du gouvernement du Haut-Karabakh.

(4) J.-S. Mongrenier, « L'Iran, plate-forme de contournement des sanctions contre la Russie », *Desk-Russie*, 16 septembre 2022, [disponible ici](#)



Dans ce contexte régional, les diplomaties occidentales ne devraient pas négliger la Géorgie, pays riverain de la mer Noire, sorte d'*Ultima Europa* et porte d'entrée dans le Caucase (la Géorgie est la Colchide des Argonautes et de la Toison d'Or). Il est d'ailleurs curieux que bien des défenseurs français de l'Arménie, prompts à souligner le caractère chrétien de cette nation, oublient la Géorgie, historiquement influencée par l'Empire byzantin et anciennement chrétienne. Ils ne semblent pas dérangés que ce pays se soit vu ôté le cinquième de son territoire par la Russie et que des centaines de milliers de Géorgiens aient été victimes d'une épuration ethnique menée à grande échelle. Toujours est-il que la Géorgie devrait être le pivot géographique d'une grande politique occidentale au Caucase du Sud (**Annexe C**). On objectera que le parti au pouvoir, le « Rêve géorgien », ne montre guère d'empressement, voire qu'il mène une politique crypto-russe, et peut-être les critiques ont-ils raison. Le sort dramatique de Mikheïl Saakachvili, emprisonné par le pouvoir, le laisse penser. L'accueil d'oligarques russes cherchant à se mettre à l'abri des sanctions occidentales pourrait aussi avoir des effets pervers.

Encore faudrait-il comprendre que le peu d'allant de l'OTAN et de l'Union européenne, avec le tandem franco-allemand longuement à la manœuvre, n'incite pas les Géorgiens à prendre des risques. Aurait-on oublié la guerre des Cinq Jours (août 2008), l'irrespect du plan de paix Medvedev-Sarkozy et l'opprobre universelle dont l'ancien président géorgien fut la victime ? Comment ce diable d'homme avait-il donc osé riposter aux menées et provocations russes, s'écriait-on alors. Toujours est-il que la Géorgie est candidate à l'Union européenne. Cela implique que cette dernière conduise une politique volontaire et déterminée, sans accommodement avec la Russie. Une politique qui refuse que la mer Noire soit placée sous domination russe (ou turco-russe), et qui se déploie dans la totalité du Caucase du Sud. Seul un engagement collectif européen et occidental pourra ouvrir dans la région une autre perspective que la domination chancelante de la Russie ou le passage de relais à une Turquie islamo-nationaliste. De fait, si certains objectifs diplomatiques et géoéconomiques turcs sont légitimes, ils devraient s'inscrire dans un cadre multilatéral qui canalise les ambitions et purge les passions. Cela implique un réel engagement occidental dans la région.

## En guise de conclusion

En somme, il faut convenir du fait que le règlement du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'est en rien évident, en première analyse, il tient même de la quadrature du cercle. D'une manière générale, ce serait une faute de croire qu'il existerait à tout moment une « solution » aux conflits qui déchirent l'humanité, solution qu'avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, il serait aisé de mettre en œuvre. Inversement, ce serait aussi une erreur, ou un effet du « provincialisme » européen, de penser que la situation serait définitivement figée, qu'il n'y aurait rien à faire, sinon regarder ailleurs.

La rénovation des diplomaties occidentales dans la région est d'autant plus urgente que les enjeux sont multiples et globaux. Outre qu'il faut empiriquement identifier les « points durs » et les lignes de moindre résistance, afin d'éviter le pire et de préparer l'avenir, il importe de réaliser que le grand conflit géopolitique avec la Russie (une guerre-Protée) dépasse le seul front ukrainien. L'affrontement est aussi diplomatique et général. Il se mène plus particulièrement dans la totalité de l'espace post-soviétique, du Caucase à l'Asie centrale. La tâche est ample et il y a là de quoi remplir le cœur de Sisyphe.



## Annexes

### Annexe A. L'Azerbaïdjan, « république sœur » de la Turquie

Parfois assimilé à une pétromonarchie du golfe Arabo-Persique, l'Azerbaïdjan, « *Dubaï de la Caspienne* », est une république issue de la dislocation de l'URSS (1991). Présidée par Ilham Aliev, cette république a plutôt l'allure d'un régime autoritaire-patrimonial, à l'instar d'autres États de l'aire post-soviétique. Peuplés avant l'An Mil de populations d'ethnie iranienne au centre et au sud, kurde et arménienne à l'ouest, caucasienne au nord, les territoires qui forment aujourd'hui l'Azerbaïdjan ont été en partie incorporés dans la Perse des Sassanides (III<sup>e</sup> siècle), puis dans la sphère arabo-musulmane (seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle). C'est en 1025 que les Turcomans, emmenés par Arslan Israïl, font irruption et bouleversent la géographie ethnique locale. D'ethnie turco-mongole, les Azéris se forment, en tant que peuple, à la croisée des empires ottoman, perse et russe. En opposition au sunnisme des Ottomans, une large partie de la population se convertit au chiisme, la religion officielle des Séfévides (la dynastie qui règne sur la Perse). La frontière entre l'actuelle république d'Azerbaïdjan et les zones azéries sous contrôle de l'Iran est fixée par le traité de Turkmentchoï (1828). Rappelons de suite que les Azéris représentent aujourd'hui le quart de la population iranienne. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Empire russe prend possession de l'Azerbaïdjan comme de l'ensemble de la Transcaucasie (la Caucase du Sud). Lors de la révolution de 1917, l'Azerbaïdjan proclame son indépendance mais à l'issue de la guerre civile, les Bolchéviks ont repris le contrôle de la Transcaucasie. Ils lui rattachent le Haut-Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens, une question géopolitique qui rebondit dans les années qui précèdent la dislocation de l'URSS et l'indépendance de l'Azerbaïdjan (1991).

Avec une superficie restreinte (86 600 km<sup>2</sup>) et une population modeste (10,3 millions d'habitants), l'Azerbaïdjan n'a pas la masse critique requise pour se poser en acteur géostratégique, capable d'exercer une influence au-delà de ses frontières étatiques. Toutefois, sa situation et son poids dans le domaine des hydrocarbures en font un pivot géopolitique, et les choix diplomatico-stratégiques de ce pays ont des répercussions sur l'ensemble d'une région-carrefour, entre Orient et Occident, où différents systèmes géopolitiques sont en interaction. A la Belle Epoque déjà, Bakou était déjà l'un des principaux centres pétroliers mondiaux et attirait les talents (les frères Nobel, Rockefeller, Rothschild). Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan extrait près d'un million de barils de pétrole par jour (les gisements d'Azeri-Chirag-Gunesli sont exploités par un consortium constitué autour de *British Petroleum*). L'essentiel de cette production est exporté vers l'ouest, par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), la « république-sœur » de Turquie formant un pont énergétique transeurasien. Des quantités moindres transitent via les ports de Novorossisk (Russie), de Batoumi et de Soupsa (Géorgie). Le gaz est appelé à prendre le relais du pétrole : Le gisement de Shah Deniz fournit 9 milliards de m<sup>3</sup> par an et ces quantités sont appelées à croître dans les prochaines années. Le gaz est exporté vers l'Europe au moyen du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE). La construction du TANAP (Trans-Anatolian pipeline), en partenariat avec la Turquie, a depuis renforcé le « corridor sud » avec l'Union européenne. Toutefois, le projet d'un gazoduc plus ambitieux, le Nabucco, n'a pu aboutir.

Outre la stratégie énergétique, l'autre grande question nationale porte sur le sort du Haut-Karabakh (le Nagorno-Karabagh), majoritairement peuplé d'Arméniens. A la suite du conflit amorcé en 1988, cette province et sept régions adjacentes (le cinquième de l'Azerbaïdjan) sont passées sous contrôle arménien, la conquête du corridor de Latchin assurant la liaison entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. A partir du cessez-le-feu de 1994, signé sous l'égide de l'OSCE, le conflit est « gelé » mais les tensions sont fortes et le pétrole dope les dépenses militaires de l'Azerbaïdjan. Fondé en 1992, le Groupe de Minsk de l'OSCE n'a pas abouti à un règlement négocié de ce conflit territorial. En représailles, l'Azerbaïdjan et la Turquie, sa « république-sœur », ont fermé leurs frontières avec l'Arménie qui, pour sa part, entretient des relations étroites avec Moscou et cordiales avec Téhéran (l'Iran compte 12 millions d'Azéris et se défie du nationalisme pan azéri, d'où le soutien à l'Arménie). Au vrai, Ilham Aliev conduit une politique d'équilibre entre la Russie et l'Occident, ménageant la première pour se garantir des marges de manœuvre avec les puissances occidentales. Pays membre de la CEI (Communauté des États indépendants), signataire du traité de sécurité collective de 1992, l'Azerbaïdjan est sorti de ce système militaire et n'appartient donc pas à l'OTSC. Avec la Géorgie, l'Ukraine et



la Moldavie, Bakou a tenté de donner forme à un Eurasie émancipée de la Russie et fondé le GUAM (1997), depuis transformé en une Organisation pour la Démocratie et le Développement économique (2006), sans portée réelle.

En sus d'un corridor énergétique vers l'Europe, le rapprochement de l'Azerbaïdjan avec les puissances occidentales se traduit par des liens sécuritaires avec les États-Unis et Israël, la participation au Partenariat pour la Paix de l'OTAN et l'insertion dans la Politique européenne de voisinage de l'Union européenne. Depuis 2009, cet État est membre du Partenariat oriental, une initiative conçue pour renforcer la politique européenne de voisinage à l'Est et dans l'hinterland continental de l'Europe. Si cette politique des petits pas n'a pas abouti à une libéralisation du régime, Ilham Aliev a maintenu et développé des relations étroites avec l'Occident. Outre le rôle de l'Azerbaïdjan et des ressources de la Caspienne dans la stratégie de sécurité énergétique de l'Union européenne, il pose son régime en rempart contre l'islamisme et le terrorisme, dans une région particulièrement instable. Le climat de tensions entre la Russie et l'Occident bénéficie à Ilham Aliev dont le régime fait désormais figure de quasi-allié de l'Occident. Ce positionnement est doublé d'une politique d'influence active vis-à-vis des pays occidentaux (organisation d'événements sportifs comme les Jeux européens, mécénat de la Fondation Gueïdar-Aliev, lobbying du Cercle européen d'Azerbaïdjan présent à Paris, Bruxelles, Berlin et Istanbul).

Enfin, le soutien continu de la Turquie et l'ambiguïté stratégique de Moscou – la Russie, alliée d'Erevan, vend d'importants volumes d'armes à l'Azerbaïdjan – ont permis à Bakou, à l'automne 2020, de mener une guerre victorieuse contre l'Arménie (la guerre des Quarante-quatre Jours). Lors de cette guerre, les drones livrés par la Turquie ainsi que les conseillers militaires et les mercenaires syriens qu'elle a envoyés dans le Caucase, se sont révélés décisifs. Virtuellement, le Haut-Karabakh est revenu à l'Azerbaïdjan, encore que le déploiement d'une force de paix russe dans cette région rend la situation géopolitique incertaine. La victoire de l'Azerbaïdjan ne serait-elle pas avant tout celle de la Russie qui, depuis, déploie des troupes dans tout le Caucase du Sud ? (voir les bases russes dans les provinces géorgiennes séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, en Arménie et désormais au Haut-Karabakh, territoire azerbaïdjanais au regard du droit international). D'autant plus que la Turquie, grand allié de l'Azerbaïdjan, n'a pu mettre en place avec la Russie un véritable condominium dans la région. Toujours est-il la dernière guerre en date a renforcé les relations turco-azerbaïdjanaises, sur le plan bilatéral comme au sein de l'Organisation des États turques. La Turquie accorde une grande importance à l'Azerbaïdjan, un allié essentiel pour accéder directement au bassin de la Caspienne et développer ses ambitions géopolitiques en Asie centrale. Aussi la diplomatie turque insiste-t-elle sur l'ouverture d'un couloir de circulation entre l'enclave azerbaïdjanais du Nakhitchevan et les districts occidentaux de l'Azerbaïdjan, ce qui lui assurerait un accès direct à l'Asie centrale (voir le « corridor » de Zangezour). Enfin, les déconvenues de l'armée russe en Ukraine et leurs conséquences politiques à Moscou pourraient profiter à l'alliance turco-azerbaïdjanaise.

---

## **Annexe B. La Turquie et l'Arménie : un passé toujours présent**

On sait le passif historique qui pèse sur les relations entre la Turquie et l'Arménie, les autorités turques refusant de reconnaître le génocide arménien perpétré au cours de la Première Guerre mondiale. Après la dislocation de l'URSS, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, amorcée dès 1988, a des répercussions immédiates sur les rapports avec la Turquie. Ankara, qui considère l'Azerbaïdjan comme une « république sœur », interrompt les relations diplomatiques avec Erevan et ferme sa frontière avec l'Arménie, une bande de 10 kilomètres de long (1992). La Turquie fait sienne la cause du Haut-Karabakh, passé sous le contrôle politique et militaire des Arméniens. En 2008, le président turc Abdullah Gül tente bien de rétablir les relations avec Erevan au moyen de la « diplomatie du ballon rond ». A l'invitation de son homologue arménien, le président Serge Sarkissian, il se rend à Erevan pour assister à un match de coupe d'Europe entre les équipes nationales de football des deux pays (6 septembre 2008). L'année suivante, un accord est conclu sur une « feuille de route » (22 avril 2009), en vue d'une normalisation diplomatique et d'une ouverture des frontières ; des protocoles sont ensuite signés à Genève (octobre 2009). Toutefois, le parlement turc refuse de



ratifier ses documents avant que la question du Haut-Karabakh ne soit réglée, c'est-à-dire restitué à l'Azerbaïdjan. En 2010, ce processus de normalisation est donc interrompu.

La situation demeure figée jusqu'à la guerre des Quarante-quatre Jours, à l'automne 2020, conflit au cours duquel le soutien turc à l'Azerbaïdjan va très au-delà des voies diplomatiques et des sanctions commerciales : Ankara livre des drones Bayraktar TB2 et envoie des conseillers militaires ainsi que des mercenaires syriens ; l'état-major turc est associé à la planification des opérations militaires de l'armée azerbaïdjanaise. Un an après cette guerre, qui a mis fin au contrôle politico-militaire arménien sur le Haut-Karabakh et les sept districts environnants, la Turquie et l'Arménie semblent opérer un rapprochement à petits pas. Dès janvier 2021, Turkish Airlines est autorisée à survoler le territoire arménien lors de ses vols commerciaux vers Bakou. En août et septembre 2021, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le premier ministre arménien Nikol Pashinian s'affirment prêts à aller dans le sens d'une normalisation.

Au vrai, une telle perspective soulève de puissantes oppositions à Erevan et dans le pays, l'« agression azerbaïdjano-turque » de l'automne 2020 et ses effets l'emportant sur l'intérêt d'un désenclavement de l'Arménie, au moyen d'un corridor de circulation entre la Turquie et le bassin de la Caspienne, à travers le Nakhitchevan (une enclave azerbaïdjanaise en Arménie). Vu de Turquie, un tel projet, qui implique une normalisation diplomatique entre Ankara et Erevan, constitue une puissante incitation à aller de l'avant. Au-delà de sa dimension commerciale, ce corridor établirait une continuité terrestre entre la Turquie et le monde turc. Le sort du Haut-Karabakh et la concrétisation ou non de ce couloir de circulation déterminent l'avenir des relations entre la Turquie et l'Arménie.

---

### **Annexe C. La Turquie et la Géorgie : la primauté de l'axe énergétique Est-Ouest**

Depuis l'indépendance de l'ex-république soviétique de Géorgie en 1991, Ankara et Tbilissi ont développé d'étroites relations et un Conseil de coopération stratégique de haut niveau (CCHN), au niveau des premiers ministres. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, entrés en fonction au milieu des années 2000, puis celle du gazoduc trans-Anatolie (TANAP), inauguré en 2019, ont été de puissants facteurs de solidarité économique et géopolitique. Il faut aussi prendre en compte la voie ferrée Bakou-Tbilissi-Kars, inaugurée en 2017, qui rend possible le transport ferroviaire ininterrompu entre Pékin et Londres, via la Géorgie et la Turquie. La diplomatie turque soutient la résolution des conflits dits « gelés » (Abkhazie et Ossétie du Sud) par des moyens pacifiques dans le cadre de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Géorgie. Sur le plan économique, les investissements turcs dans ce pays sont importants, particulièrement en Adjarie, une région géorgienne voisine de la Turquie. Le dixième de la population d'Adjarie est considéré comme ethniquement et linguistiquement turc. Enfin, la Turquie soutient par principe l'aspiration de la Géorgie à entrer dans l'OTAN, en se référant à la politique de la « porte ouverte ».

Il est vrai que cette aspiration n'est plus guère d'actualité, tant en raison des réticences de nombre de pays membres de l'OTAN que de la politique menée à Tbilissi depuis l'accès au pouvoir des hommes du « Rêve géorgien », opposés au Mouvement national uni (MNU), le parti de l'ancien président Mikheil Saakachvili (le Rêve géorgien remporte les élections législatives de 2012 et, l'année suivante, l'élection présidentielle). Rappelons que le parti actuellement au pouvoir est soutenu par Bidzina Ivanichvili, un oligarque géorgien dont la fortune (le tiers du PIB de la Géorgie !) repose sur ses connexions avec la Russie. Premier ministre en 2012 et 2013, Ivanichvili tire toujours les ficelles de la vie politique géorgienne. Depuis l'offensive générale russe sur l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, la Géorgie, réputée être le pays le plus pro-occidental du Caucase du Sud, est ramenée dans la sphère d'influence de Moscou. La montée en puissance des groupes et des intérêts économiques russes en Géorgie, afin de contourner les sanctions occidentales, pourrait relativiser l'influence de la Turquie à Tbilissi et dans le pays.



# Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)



**Quelle défense pour Taïwan ?**  
Réflexions au miroir de la guerre en Ukraine

Hugo Thierry

Note d'analyse 57  
Octobre 2022



**Pouvoir d'achat et inflation : comment (vraiment) sortir de la crise ?**

Sébastien Leye

Note d'analyse 58  
Juillet 2022



**L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique**

Hugues Eudeline  
Jui-Min Hung

Note d'analyse 59  
Juillet 2022



**L'OTAN et les solidarités géopolitiques occidentales**  
Enjeux du sommet de Madrid

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 61-62  
Juin 2022



**Vers la fin de la binarité des sexes dans le droit belge ?**  
Un recul de civilisation, une fragilisation de la vie en commun

Ayméric de Lamotte


Note d'analyse 63  
Mars 2022



**La puissance militaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine**  
Situation, propagande et réalité

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 62  
Mars 2022



**Restaurer la valeur du mérite dans les politiques éducatives**  
Plaidoyer et recommandations

Lyvann Vaté

Note 26  
Novembre 2022



**L'agression russe contre l'Ukraine et l'ouverture européenne de la guerre**  
Situation militaire, stratégie et géopolitique

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 71  
Mars 2022



**Transmission des savoirs et culture partagée**  
Pour une refonte des programmes de l'école primaire

Marie Cognet

Note 52  
Novembre 2022



**Pour une nouvelle politique chinoise de la France**

Laurent Amelot

Note 53  
Novembre 2022



**L'assimilation, une chance pour l'immigration en France**  
Le modèle éclairant de l'adoption

Christian Flavigny


Note 54  
Novembre 2022



**Macron et l'Europe : volontarisme, disruption et impuissance**

Jean-Sylvestre Mongrenier


Note d'analyse 73  
Novembre 2022



**La Nouvelle-Calédonie dans la France : enjeux géopolitiques du référendum du 12 décembre**

L. Amelot, H. Eudeline et J.-S. Mongrenier

Note d'analyse 77  
Octobre 2021



**Guerres hybrides : Ukraine, l'autre avant-poste de l'Europe**

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 75  
Juin 2022



**L'Inde, l'Australie, l'Indonésie, Taïwan et les autres**  
L'Indopacifique à l'épreuve des « nouvelles routes maritimes de la soie pour le 21ème siècle »

Laurent Amelot

Note 23  
Novembre 2021



**Un communautarisme qui ne dit pas son nom ?**  
Analyse et décryptage du recueil « Portraits de France »

Julien Volper

Note 24  
Octobre 2021



**Jean-Sylvestre Mongrenier** est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géo-politique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 2016), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2020) et de *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020) •

Programme  
**Enjeux internationaux**

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

**Paris**

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

**Bruxelles**

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 374 23 13

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)  
[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, novembre 2022

